



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-Marsan, le 15 janvier 2026

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40012 MONT-DE-MARSAN

Références : DREAL/2026D/391

Code AIOT : 0005206446

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGARIS France

2809 route de Laharie

40110 Onesse-Laharie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 novembre 2025 de l'établissement exploité par la société AGARIS France et implanté au 2809 route de Laharie sur la commune d'Onesse-Laharie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

AGARIS France

2809, route de Laharie - 40110 Onesse-Laharie

Code AIOT : 0005206446

Régime : Autorisation

Statut Seveso : Non Seveso

IED : Non

Le site AGARIS basé à Onesse-et-Laharie, produit des terreaux, supports de culture et amendements organiques destinés pour 80 % aux jardiniers amateurs (via la grande distribution) et pour 20 % à des utilisateurs professionnels (pépinières, horticulteurs, etc.).

AGARIS livre ses produits jusqu'en Bretagne (couverture géographique des 3/4 de la France).

L'établissement AGARIS (anciennement HUMULAND puis GREENYARD HORTICULTURE) est aujourd'hui réglementé par :

- l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1985,
- l'arrêté Préfectoral complémentaire du 30 août 1991,
- l'arrêté complémentaire du 12 octobre 2009.

La production nécessite des actions de criblage, tamisage, mélange des matières premières jusqu'à l'ensachage et la mise en palette. Le site s'étend sur une emprise de 8,5 ha.

D'après l'exploitant le stock permanent de palettes sur le site est d'environ 23 000, soit avec un coefficient de 2,5 environ 60 000 m³.

Le site connaît une activité saisonnière avec un pic d'activité de janvier à juin et pendant les mois de septembre et octobre. Le site emploie entre 20 et 30 salariés selon les saisons.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 6	Mise en demeure, respect de prescription Prescriptions complémentaires	6 mois
3	Surveillance de l'impact sur les eaux	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 8	Demande d'action corrective	3 mois
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 12.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canal de mesure	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 6	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 7	Sans objet
5	Relevé compteur de prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 2/02/1998, Article 15	Sans objet
6	Système de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 13	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé des aménagements importants sur son réseau de collecte des eaux pluviales (imperméabilisation des fossés, création de bassins d'infiltration, reprise du bassin de décantation, etc.). Accompagnés du porter à connaissance réceptionné en date du 2 juin 2025, ces éléments permettent de lever la mise en demeure de 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Canal de mesure

Prescription contrôlée :

[...] Le présent alinéa doit être respecté, au plus tard le 31 mars 2010. La fraction non infiltrée des eaux pluviales de l'établissement est collectée et traitée. À cet effet, l'établissement comporte et met en œuvre :

- un réseau de collecte
- un bassin (étanche) d'épuration par décantation. Il doit être conçu, dimensionné et entretenu pour assurer une qualité de rejet conforme aux valeurs limites réglementaires, lors de pluies d'intensités inférieures ou égales à la pluie de référence de période de retour 2 ans [...]
- un dégrilleur,
- un dispositif de sectionnement permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie,
- un canal permettant des mesures et prélèvements normalisés
- un bassin d'infiltration. Il doit être conçu, dimensionné et entretenu pour assurer l'infiltration lors de pluies d'intensités inférieures ou égales à la pluie de référence de période de retour 10 ans. [...]

Constats :

L'exploitant réalise les prélèvements en amont du bassin d'infiltration et en aval du bassin de décantation, étanche.

Une vanne d'isolement est présente et signalée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

[...] Les eaux pluviales rejetées par l'établissement doivent respecter, outre les valeurs limites fixées par l'article 7 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1985, les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour l'environnement soumises à autorisation. Les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel sont applicables aux eaux pluviales de l'établissement.

La société HUMULAND SAS fait réaliser, par un laboratoire agréé, une analyse annuelle des eaux pluviales rejetées par son établissement. L'analyse porte sur pH, DCO, hydrocarbures, azote (azote total, nitrates, ammonium, azote kjeldahl) et tout autre substance ou paramètre susceptible de nuire à la qualité des eaux qu'elle aura identifié. [...]

Constats :

L'exploitant réalise la surveillance de ses rejets. Les résultats de la surveillance ont été transmis par mail du 28 novembre 2025. Ces résultats sont compilés sur l'année et sont interprétés.

Néanmoins, en ce qui concerne les rejets, les résultats sont comparés aux seuils fixés par l'arrêté ministériel relatif à la qualité des eaux brutes et non aux seuils de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 comme indiqué dans l'arrêté préfectoral ou aux autres arrêtés ministériels sectoriels applicables au site.

Des dépassements sont observables en 2025 sur les paramètres :

- MES (42 mg/l - VLE = 35 mg/l) au 2^e semestre,
- DBO₅ (34 mg/l – VLE = 30 mg/l),
- DCO (280 mg/l S1, 255 mg/l au S2 – VLE = 125 mg/l)

Les caniveaux de collecte ont été étanchés et des bassins d'infiltration créés, et avec eux, des points de prélèvement.

Le bassin de décantation a par ailleurs été repris. Ces travaux ont nécessité un fort investissement financier.

Les modalités de surveillance et points de prélèvement ont changé, du fait des travaux réalisés sur le réseau de collecte des eaux pluviales. L'arrêté préfectoral doit être mis à jour (cf. Porter à Connaissance reçu le 2 juin 2025 en Préfecture).

Le jour de l'inspection, un dépôt de matières est très présent dans les fossés et dans le bassin de décantation malgré un curage en octobre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Malgré les travaux mis en œuvre, des dépassements sont toujours observés sur des paramètres (MES, DBO₅, DCO) et les fossés et bassins sont colmatés par de nombreuses fines et dépôts.

Le cadre de surveillance doit être mis à jour (proposition d'arrêté préfectoral complémentaire proposé à l'exploitant) et les réseaux de collecte et de décantation doivent être pris en main par l'exploitant (définition de la fréquence de curage des ouvrages, adaptation des traitements en fonction de l'état de remplissage de la plateforme, etc.).

Une mise en demeure de mise en conformité des rejets est proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Surveillance de l'impact sur les eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Impact sur les eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser une surveillance périodique de l'impact de son établissement sur l'eau souterraine et sur le ruisseau de Laharie. [...]

1°) deux puits au moins sont implantés en aval du site. [...] seul le Pz1 (parmi les puits Pz1 à Pz4) répond au critère de localisation aval (étude de 2005).

2°) deux fois par an au moins les niveaux piézométriques sont mesurés, le sens de l'écoulement de l'eau souterraine est déterminé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

3°) tous les deux ans au moins, des prélèvements sont effectués dans le ruisseau Laharie, à l'amont et à l'aval de la zone d'influence de la nappe et des eaux de ruissellement en provenance du secteur de l'établissement.

4°) l'eau prélevée selon les points 2° et 3° fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une pollution de la nappe compte tenue des activités actuelles et passées. La surveillance comporte notamment la recherche des nitrates, de l'azote total, des chlorophénols (dont les penta-chloro-phénols) et des phénols.

[...] transmission des résultats dans les 2 mois avec commentaires et comparaison aux valeurs de référence

Constats :

Une surveillance semestrielle est effectuée sur le ruisseau Laharie. La surveillance ne révèle pas d'impact de l'exploitation sur la qualité des eaux superficielles.

Des augmentations du paramètre Arsenic sont observables sur le PZ1 aval. Néanmoins les dernières analyses de 2025 tendent à montrer une diminution de la concentration en Arsenic sur ce piézomètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La concentration en Arsenic est particulièrement à surveiller sur les analyses piézométriques en effectuant notamment une comparaison amont/aval.

Dans le cas où l'augmentation des concentrations se maintiendrait, l'exploitant réalise, sous trois mois, des investigations pour connaître l'origine de cet impact et stopper la pollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable.[...].

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes,
- les ouvrages d'épuration avec les points de contrôle et de rejet,
- la gestion des différentes eaux pluviales de l'établissement.

Constats :

Le plan des réseaux a été mis à jour et transmis suite aux travaux effectués sur le réseau de collecte.

Le plan ETAR a été transmis au SDIS qui est d'ailleurs venu sur site pour réaliser un exercice.

Le plan des réseaux est néanmoins à mettre au format papier et doit être accessible à tout moment, y compris en cas de coupure de courant sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Relevé compteur de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Relevé compteur d'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant réalise un relevé hebdomadaire du compteur associé au forage. Le forage est utilisé pour les tests de la barrière incendie et au niveau de la défibreuse pour attendrir le bois et limiter l'envol de poussières.

Fin 2024, l'index du compteur était à 81 752 et à 81 781 le jour de l'inspection, soit une consommation de 29 m³ depuis le début de l'année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Système de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Système de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...] L'établissement HUMULAND SAS doit disposer, le long de sa clôture, d'un système de projection d'eau (« barrière humide ») destiné à empêcher la transmission d'un incendie entre les stockages de matières combustibles de l'établissement et la forêt. Ce dispositif doit permettre une projection de 65 m³/h (ou plus) pendant 2 heures.

Constats :

Suite à la dernière inspection, les têtes d'arrosage ont été réparées et la boucle incendie reconnectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Après l'article 16 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1985, il est ajouté :

Article 16.1. Limitation de la production de déchet

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. [...]

Arrêté préfectoral du 21 octobre 1985 - Article 14

L'exploitant devra éliminer ou faire éliminer les déchets produits par les installations dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. [...]

Arrêté préfectoral du 21 octobre 1985 - Article 16

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Constats :

Suite à la dernière inspection, l'exploitant s'est renseigné pour obtenir une benne couverte pour stocker ses déchets. Pour des questions de praticité, cette possibilité n'est pas envisageable par son prestataire. Les envols sont limités en maintenant une évacuation régulière et un ramassage manuel des déchets éventuellement envolés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, Article 12.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

La société HUMULAND SAS fait réaliser par une personne qualifiée, tous les trois ans, une campagne de mesures des émergences acoustiques produites par son établissement. Celui-ci doit fonctionner à plein régime pendant les mesures (les conditions de fonctionnement doivent être décrites, dans le rapport du contrôle acoustique). Les points de mesures comprennent les points mentionnés à l'article 12, ci-dessus. La campagne est menée dans des conditions conformes à celles définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité. [...]

Constats :

L'exploitant a fourni un rapport de contrôle des niveaux de bruit. Néanmoins, ce dernier concerne la réglementation vis-à-vis des travailleurs et non des mesures d'émergence et en limite de site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la dernière analyse bruit effectuée sur son site au titre de la réglementation des ICPE et transmet la date de réalisation de la prochaine analyse sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours